

Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Tasnim AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Elodie BRUN-MANDON, Roger-Yannick CHARTIER, Mickaël DIORE, Hind EMAD, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, François VASQUEZ

Dispositif Angela - Réseau de zones refuges - Convention entre la Ville de Montpellier et la Chambre du Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault - Règlement d'engagement - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Selon une enquête de l'Institut National d'Etude Démographique (INED), publiée en 2020 « *Violences et rapports de genre* », concernant « *Les violences dans les espaces publics* », en France, les femmes sont plus particulièrement concernées par les situations de drague importune, de harcèlement, d'atteintes et de violences sexuelles. Cela touche 1 femme sur 5 sur l'ensemble de la population. La rue, au sens large, est le principal lieu de violences déclarées graves par rapport aux autres espaces publics étudiés dans l'enquête. Face à ce constat, la Ville de Montpellier accompagne au mieux ses habitantes et habitants, en prenant en compte les spécificités des violences composant le harcèlement de rue, et son corollaire le sentiment d'insécurité dans l'espace public.

En vue de soutenir les logiques d'entraide citoyenne, la Ville de Montpellier, en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault, a déployé depuis 2022, le dispositif local « *MAGUELONE* » en créant un réseau dit de « *zones refuges* » en capacité d'accueillir les femmes et personnes victimes de harcèlement de rue ou d'un sentiment d'insécurité dans l'espace public. Depuis sa mise en œuvre en juillet 2022, le dispositif « *MAGUELONE* » a été activé à deux reprises sur Montpellier.

Ce dispositif s'était très largement inspiré du dispositif « *ANGELA – ASK ANGELA* », soutenu par le Gouvernement dès 2020, dans la perspective de créer un réseau sûr et solidaire de lieux (bars, hôtels, commerces) ayant la capacité d'assister et de soutenir des personnes qui se trouveraient en situation de harcèlement de rue. En devenant partenaire du dispositif, l'établissement s'engage alors à respecter une charte d'engagement.

Ce dispositif est connu, tant en France que dans le monde, et bénéficie d'une couverture médiatique nationale importante. Plusieurs collectivités territoriales françaises comme Lyon, Nîmes, Toulouse ou encore Bordeaux ont déployé le dispositif sous l'appellation « *Angela* » davantage reconnu.

Pour ce motif, au regard du contexte actuel, il est préconisé que le dispositif « *MAGUELONE* » soit substitué au profit de celui d'« *ANGELA* », afin de donner plus de visibilité au dispositif et ainsi déployer une politique publique cohérente à l'échelle du territoire de la Métropole, voire de bénéficier des effets liés aux actions de communication nationale. Dans cette perspective, chaque établissement volontaire devra s'inscrire et être enregistré comme établissement portant ce dispositif en adoptant la charte d'engagement.

La participation des établissements volontaires au dispositif « *ANGELA* » sera signalée par l'affichage d'un sticker en façade. Des supports de communication, comme le site de la Ville, l'application *Destination Hérault* et d'autres applications partenaires, permettront aussi de relayer les établissements identifiés en tant que zone refuge.

La mise en œuvre de ce dispositif devra faire l'objet d'une convention entre la Ville de Montpellier et la CCI de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault portant sur le dispositif « *ANGELA* » ;
- D'approuver le règlement d'engagement portant sur ce dispositif ;
- D'approuver l'enregistrement de la Ville de Montpellier au dispositif « *ANGELA* » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Clare HART.

**Fait à Montpellier, le 24 décembre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Dispositif ANGELA - Convention Ville CCI
- Dispositif ANGELA - Règlement d'engagement Ville

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241217-279495-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 26/12/24
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

DISPOSITIF ANGELA

CONVENTION

ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE L'HÉRAULT

ENTRE:

La **VILLE DE MONTPELLIER**, sise 1 place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER CEDEX 2- France, numéro SIRET 21340172201787, code NAF 8411Z, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, en qualité de Maire, dûment habilité par la délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2024,

Ci-après désignée par les termes « **Ville de Montpellier** »,

D'une part,

ET

La **CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE L'HÉRAULT**, dont le siège se situe 32 Grand Rue Jean Moulin - 34000 Montpellier - France, représentée par Monsieur André DELJARRY, en sa qualité de Président,

Ci-après désignée par les termes « **CCI** »,

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

PREAMBULE

Selon une enquête, en France, publiée en 2020 « *Violences et rapports de genre* », de l'Institut National d'Etude Démographique (INED), concernant « Les violences dans les espaces publics », les femmes sont plus particulièrement concernées par les situations de drague importune, de harcèlement, atteintes et violences sexuelles. Cela touche 1 femme sur 5 sur l'ensemble de la population. Sachant que la rue, au sens large, est le principal lieu de violences déclarées graves par rapport aux autres espaces publics étudiés dans l'enquête.

Face à ce constat, une dynamique locale est engagée pour une Ville plus inclusive, solidaire, égalitaire et vise l'obtention, pour toutes et tous, d'une liberté fondamentale : la liberté d'aller et venir en toute sécurité sur la voie publique.

En vue de soutenir les logiques d'entraide citoyenne, la Ville de Montpellier, en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault, ont décidé de s'engager dans le dispositif ANGELA consistant à créer des zones dites « refuges », et en premier lieu avec les commerces et établissements recevant du public, en capacité d'accueillir les femmes et personnes victimes (personnes de la communauté LGBTQ+, mineur(e)s, etc.) de harcèlement de rue ou d'un sentiment d'insécurité dans l'espace public.

Des commerçantes et commerçants volontaires et préalablement sensibilisés par les services de la Ville aux questions d'égalité et de violences à l'égard des femmes, pourront alors accueillir des personnes victimes. Dès lors qu'elles auront prononcé le mot-code « ANGELA », manière discrète de demander de l'aide, les commerçants devront être en capacité d'appréhender leurs besoins, les mettre en sécurité, leur proposer une zone de repli d'urgence à l'abri des regards et leur porter une première assistance.

Dans cette perspective, la Ville doit s'inscrire et être enregistrée au dispositif « ANGELA » en adoptant la charte d'engagement sur le site internet gouvernemental.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties ci-dessus désignées, afin de mettre en place ce dispositif et de garantir la mise à l'abri des personnes victimes dans des conditions respectueuses.

Chaque établissement adhérent au dispositif ANGELA devra signer le règlement d'engagement du dispositif annexé à la présente convention.

ARTICLE 2 - SENSIBILISATION À L'ACCUEIL DES VICTIMES

La Ville de Montpellier s'engage à organiser une session de sensibilisation à l'accueil adapté, bienveillant et bientraitant des personnes victimes, destinée aux gérantes et gérants des établissements adhérents au dispositif ANGELA.

Cette sensibilisation permettra ensuite aux gérant(e)s d'informer, de sensibiliser et d'impliquer l'ensemble des employé(e)s dans la mise en œuvre du dispositif ANGELA pour assurer le respect de ses principes, ainsi que de garantir la qualité de l'assistance :

- Porter assistance et soutenir toutes personnes faisant appel au dispositif.
- Informer et impliquer l'ensemble de ses employés et employées dans la mise en œuvre du dispositif, et ce, de manière régulière, pour assurer le respect de ses principes et garantir la qualité de l'assistance.
- Communiquer sur sa participation au dispositif, de manière visible et durable, en direction du grand public, de ses clients et clientes, via les supports de communication du dispositif.

La CCI Hérault s'engage à informer et à mettre en place les phases de sensibilisation, ainsi que d'être le relais avec les commerçant(e)s dans le déploiement opérationnel du dispositif.

ARTICLE 3 - SUPPORTS DE COMMUNICATION

La Ville de Montpellier s'engage à remettre à l'établissement plusieurs supports de communication :

- Le sticker ANGELA, prouvant l'adhésion de l'établissement au dispositif.
- Des outils d'information à destination des personnes victimes et du personnel (Violentomètre, brochure *Parlez-en* regroupant les numéros d'accompagnement et d'urgence).
- La fiche réflexe (annexe 2) à destination du gérant ou de la gérante et du personnel de l'établissement, synthétisant la conduite à tenir lors de l'accueil d'une personne victime (cf. annexe 1 du règlement d'engagement du dispositif ANGELA).

La CCI Hérault s'engage à communiquer sur son application *Destination Hérault* et à relayer les dispositifs de communication auprès des commerçants.

ARTICLE 4 - ACTIVATION DISPOSITIF ANGELA

Après avoir accueilli une personne victime, l'établissement réfugie complète la Fiche Navette (annexe 3) et la retourne, par email, à la Ville de Montpellier, à l'adresse suivante : angela@montpellier.fr.

ARTICLE 5 - SUIVI ET ÉVALUATION DE LA CONVENTION

La présente convention et son application pourront faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation dans le cadre d'une réunion partenariale CCI/Ville. Cette démarche a pour vocation l'adaptation et l'optimisation du dispositif ANGELA.

ARTICLE 6 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée d'un an. Elle sera reconductible par accord tacite des parties dans la limite de trois reconductions.

ARTICLE 7 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas d'inexécution des engagements précités par l'une des parties, l'autre partie peut résilier de plein droit la présente convention après un délai de 15 jours suivant la mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet. La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 15 jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure.

L'annexe 1, règlement d'engagement du dispositif ANGELA, fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Montpellier, le

En deux exemplaires originaux

Le Maire de la Ville de Montpellier

Le Président de la CCI Hérault

Michaël DELAFOSSE

André DELJARRY

DISPOSITIF ANGELA

REGLEMENT D'ENGAGEMENT

Selon les *Chiffres-clés - Édition 2023, Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes*, du Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations : « Les femmes sont les premières victimes des violences sexistes et sexuelles dans les transports et l'espace public », allant de 80% des victimes en cas d'exhibition sexuelle à 92% des victimes en cas de harcèlement sexuel (p.13). En outre, le nombre d'outrages sexistes enregistré par les services de police et de gendarmerie atteint : 7 583, depuis la création de cette contravention en 2018 (p.12).

La Ville de Montpellier n'échappe pas au sentiment d'insécurité dans l'espace public. Le chiffrage des faits est difficile à obtenir. Il constitue néanmoins une réalité pour un grand nombre de femmes, et peut aller du harcèlement de rue à l'agression physique. En 2021, 94% des victimes de violences sexuelles déclarées à Montpellier sont des femmes (source : DDSP34).

Face à ce constat, une dynamique locale est engagée pour une Ville plus inclusive, solidaire, égalitaire et vise l'obtention, pour toutes et tous, d'une liberté fondamentale : la liberté d'aller et venir en toute sécurité sur la voie publique.

En partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de l'Hérault, la Ville de Montpellier a décidé d'accroître les mesures de protection à destination des femmes dans l'espace public en créant un réseau de zones refuges. Pour ce faire, une convention a été signée, suite à une délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2024.

ARTICLE 1 - PRINCIPES DU DISPOSITIF ANGELA

L'établissement volontaire s'engage à respecter les 4 principes du dispositif ANGELA :

PRINCIPE 1 - SENSIBILISATION À L'ACCUEIL DES VICTIMES

Le gérant ou la gérante de l'établissement adhérent au dispositif ANGELA s'engage à participer à une session de sensibilisation à l'accueil des personnes victimes, dispensée par la Ville de Montpellier.

La gérante ou le gérant devra par la suite, informer, sensibiliser et impliquer l'ensemble des employé(e)s dans la mise en œuvre du dispositif ANGELA pour assurer le respect de ses principes, et garantir la qualité de l'assistance.

PRINCIPE 2 - ACCUEIL DES VICTIMES

L'établissement s'engage à porter assistance et à soutenir les femmes et personnes victimes faisant appel au dispositif, conformément à la sensibilisation relative à l'accueil des personnes victimes :

- En proposant une zone de repli aussi longtemps que nécessaire ;
- En garantissant des conditions d'accueil adaptées, bienveillantes et bienveillantes (eau, prise de courant, téléphone, chaise...) ;
- En suivant la fiche réflexe (cf. annexe 1).

PRINCIPE 3 - SUPPORTS DE COMMUNICATION

L'établissement s'engage à afficher les supports de communication remis par la Ville.

Support à destination des personnes victimes :

- Visible depuis l'extérieur de l'établissement, de façon ostensible, le sticker ANGELA prouvant l'adhésion de l'établissement au dispositif ANGELA.

En cas de non-respect du présent règlement, comme prévu dans l'article 3, l'établissement s'engage à retirer le sticker ANGELA.

Support à destination des employé(e)s :

- A l'intérieur de l'établissement, à la vue du personnel uniquement, la fiche réflexe synthétisant la conduite à tenir lors de l'accueil d'une personne victime.

Des outils d'informations à destination des personnes victimes et du personnel (violentomètre, brochure *Parlez-en* regroupant les numéros d'accompagnement et d'urgence) seront remis à l'établissement par la Ville de Montpellier.

PRINCIPE 4 - INFORMATIONS ET COMMUNICATION

L'établissement s'engage à informer le conseil local de sécurité et prévention de la délinquance CLSPD par courriel à l'adresse : angela@montpellier.fr, en remplissant la fiche navette

« Activation dispositif ANGELA » cf annexe 2, pour :

- Signaler l'activation du dispositif ANGELA ;
- Alerter de toutes difficultés et / ou changements.

ARTICLE 2 - DUREE DU REGLEMENT

Le présent règlement prend effet à compter de la date de signature et pour une durée d'un an. Il sera reconductible par accord tacite des parties dans la limite de trois reconductions.

Les annexes 1 et 2 jointes font partie intégrantes du présent règlement.

Fait à Montpellier, le

Nom et Adresse de l'établissement :

Signature du référent de l'établissement :

ANNEXE 2 : FICHE REFLEXE

Fiche Reflexe dispositif Angela - Version juillet 2024

Vous êtes un établissement refuge Angela

Votre établissement a été sensibilisé, il est maintenant en capacité d'accueillir toute personne ayant été victime de harcèlement de rue ou d'un sentiment d'insécurité (outrage, injure, harcèlement, agression sexistes ou sexuels) dans l'espace public, et qui viendrait se réfugier dans votre établissement, en utilisant ou non le mot code : Angela.



Voici les conseils d'un accueil bienveillant et bientraitant :

CROIRE LA VICTIME

Votre rôle n'est ni d'évaluer, ni de juger la véracité de la situation.

SOUTENIR ET RASSURER LA VICTIME

Votre rôle est de demander à la personne ce dont elle a besoin (s'asseoir, boire, choisir son interlocuteur(rice), proposer un endroit sécurisant...), et de lui donner le **Parlez-en, dépliant** regroupant les numéros d'accompagnement et d'urgence. Vous pouvez aussi lui proposer d'appeler un(e) proche, un taxi, un VTC...

RESPECTER LA VOLONTÉ DE LA VICTIME

Ne prenez pas de décision à sa place.
Seule exception : si vous évaluez que la situation relève d'un danger immédiat pour la victime.

N'appellez la police nationale (17) ou municipale (04 67 34 88 30) que :
_ en cas de danger immédiat.
_ ou si la personne le demande.

ET POUR APRÈS ?

Vous pouvez proposer à la victime de témoigner de ce que vous avez vu et/ou entendu. Vous pouvez lui laisser vos coordonnées en lui disant qu'elle pourra vous recontacter plus tard.

LA METHODE DES 5 D

Si le(a) harceleur(euse) est présent(e) :

DISTRAIRE : l'occuper pour laisser la victime expliquer la situation ou s'enfuir.

DIRIGER : lui demander d'arrêter, de laisser tranquille la victime.

DELEGUER : appeler les secours, demander l'intervention de la police ou de la sécurité.

DOCUMENTER : filmer la scène, prendre des photos, enregistrer les propos - pour rappel, l'utilisation de la documentation n'est légale que dans le cadre d'un dépôt de plainte pour outrage sexiste ou sexuel, qui est la dénomination pénale du harcèlement de rue -.

DIALOGUER avec la victime : lui proposer de l'aide, l'informer.

Rappel : ne vous mettez jamais en danger et ne mettez jamais en danger la victime !

LES PHRASES-CLE D'UN ACCUEIL BIENVEILLANT ET BIENTRAITANT

Je vous crois.

Vous n'y êtes pour rien, ce n'est pas de votre faute.

Il(elle) n'avait pas le droit de faire ça, la loi l'interdit.

Vous avez bien fait d'en parler, merci de votre confiance, cela demande du courage de se confier.

Je vais vous aider.

Après la situation, merci de remplir la Fiche Navette et de l'envoyer à : angela@montpellier.fr
La Ville de Montpellier et ses habitant(e)s vous remercient pour votre engagement et votre solidarité.



ANNEXE 3 : FICHE NAVETTE ACTIVATION DISPOSITIF ANGELA

ETABLISSEMENT	
Nom	
Adresse	
Nombre de personnes sensibilisées	
ACTIVATION DISPOSITIF ANGELA	
Motif	<input type="checkbox"/> Sentiment d'insécurité <input type="checkbox"/> Harcèlement <input type="checkbox"/> Agression <input type="checkbox"/> Autre :
Date	
Heure	
Orientation	<input type="checkbox"/> Un accueil sécurisant a été suffisant <input type="checkbox"/> Transmission des informations présentes dans le <i>Parlez-en</i> regroupant les numéros d'accompagnement et d'urgence <input type="checkbox"/> Appel à une personne proche <input type="checkbox"/> Appel à une association <input type="checkbox"/> Appel Police nationale - 17 <input type="checkbox"/> Appel Police municipale - 04 67 34 88 30 <input type="checkbox"/> Appel SAMU - 15 <input type="checkbox"/> Si autre, merci de préciser :
Difficultés rencontrées :	